

PLUS D'UN DEMI-MILLION DE CANDIDATS INSCRITS

Le BEM : c'est aujourd'hui !

Les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) ont débuté et se dérouleront sur trois jours, sur l'ensemble du territoire national. 578 937 candidats sont inscrits à cet examen, répartis sur 2 021 centres d'examen.

Cet examen de fin du cycle moyen a retrouvé depuis l'année dernière son ancienne appellation suite aux réformes du système éducatif.

Il s'agit, en effet, de la deuxième promotion issue des réformes et impliquant de nouveaux programmes scolaires. On enregistre aussi une hausse de 20% du nombre de candidats au BEM.

Durant la journée d'aujourd'hui, quatre matières sont au programme : l'arabe et la physique dans la matinée, l'éducation civique et l'éducation islamique dans l'après-midi, jusqu'à 17h30.

Les candidats, eux, estiment que la première journée est chargée.

La deuxième journée sera plus allégée avec les épreuves de mathématiques et d'anglais le matin, et les sciences naturelles dans l'après-midi.

Par ailleurs, 80 000 enseignants-surveillants ont été mobilisés pour assurer l'encadrement de cet examen.

R. M.

SECOUSSE TELLURIQUE DE 3,3 SUR L'ÉCHELLE DE RICHTER À SIDI-AÏCH

Plus de peur que de mal

Une secousse tellurique d'une magnitude 3,3 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée dans la matinée d'hier, à 7h9, plus précisément, selon le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). Son épicerie a été localisée à 7 km au sud-est de la ville de Sidi-Aïch (Béjaïa), indiquent les mêmes services du Craag.

La secousse aura fait, fort heureusement, plus de peur que de mal.

Interrogé par la radio locale, l'un des spécialistes du Craag a précisé que ce tremblement de terre de faible intensité enregistré à Sidi-Aïch et ses environs fait partie de l'«activité sismique normale» du nord de l'Algérie.

A. Kersani

GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

Khaled Bounedjma promet de nouvelles vérités sur la Révolution

Le président de la Coordination nationale des enfants de chouhada (Cnec), Khaled Bounedjma promet de nouvelles révélations sur la guerre de Libération nationale, à la faveur d'un CD rom retraçant «la vraie histoire» de l'Algérie de 1944 à 1962 en cours d'élaboration par des membres de la Cnec.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant hier à l'occasion d'une conférence de presse tenue au siège de la coordination à Alger, le patron de la Cnec affirme sans donner de détails détenir «des preuves en image et en son sur ceux qui vivaient à l'étranger durant la guerre de Libération et qui sont rentrés au pays après l'Indépendance et se sont arrogés le titre de moudjahidine». Khaled Bounedjma soutient être en possession

d'autres vérités sur notamment «les accords d'Evian, la mort du colonel Amirouche et de Krim Belkacem et l'arrestation de Ben M'hidi».

Cette production audiovisuelle sera distribuée le 3 juillet prochain à l'occasion de la première conférence nationale de la Cnec.

Celle-ci regroupera selon Khaled Bounedjma, quelque 15 000 adhérents au stade de Zéralda. A cet effet, un bureau composé de 11 membres de la coor-

dination a été installé pour préparer cet événement qu'il promet «grandiose».

Revenant sur les dernières émeutes qui ont secoué différentes régions du pays, le premier responsable de la Cnec, a estimé que ces événements trouvent leur origine dans l'absence de dialogue entre les pouvoirs publics et les jeunes.

Pour lui, l'absence de perspectives d'avenir chez les jeunes les a poussés à sortir dans les rues ça et là pour dénoncer violemment leurs conditions sociales et économiques déplorables.

Khaled Bounedjma dira à ce sujet que la responsabilité de trouver des solutions

aux problèmes des jeunes incombe aux élus locaux, au Parlement et autres décideurs en précisant toutefois que «ce n'est pas la faute du président de la République ni celle du chef du gouvernement» qui de son avis ont fait «le nécessaire pour permettre aux jeunes de vivre dignement».

Le blocage se situe d'après lui «au niveau de l'exécutif et de l'administration».

Un constat qui l'amènera à demander un changement au sein du gouvernement pour mettre fin à ce «vide politique».

L. M.

TONIC EMBALLAGE

Rassemblement contre l'administrateur judiciaire

Les représentants de 400 micro-entreprises spécialisées dans la récupération, se sont rassemblés devant le complexe Tonic Emballage de Bousmail.

Ce rassemblement est en rapport avec la cessation de leur activité. Une cessation en relation directe avec les capacités de Tonic Emballage à leur acheter leur marchandise.

D'après des informations recueillies sur place, il ressort que les stocks de Tonic Emballage en produits chimiques nécessaires pour la transformation du papier sont arrivés à épuisement.

Les produits chimiques en question sont disponibles mais il se trouve que l'administrateur chargé de la gestion du groupe Tonic tarde à prendre la décision de les dédouaner.

Ce produit chimique est en souffrance au niveau du port d'Alger depuis 1997, assure-t-on.

Il a été expliqué que le produit chimique en question, étant très sensible, il est soumis à des autorisations des ministères de la Défense nationale et de l'Énergie et des Mines.

«N'était ces autorisations spécifiques, Tonic aurait entrepris les démarches d'acquisition du produit en question afin de préserver l'activité et sauver par la même les emplois» a expliqué M. Djerrar, p-dg de Tonic Emballage.

Selon ce dernier, l'administrateur judiciaire s'emploie à gérer les affaires banales et se détourne des questions vitales notamment celles liées au maintien de la productivité de l'entreprise et de la préservation des emplois.

Les personnes, qui se sont rassemblées au niveau du complexe Tonic de

Bousmail, ont affirmé que la récupération du papier et sa revente au profit de Tonic sont leur source de revenu.

Pas moins de 4 000 personnes qui travaillent dans les 400 entreprises concernées vivent de cette activité.

Les personnes qui se sont rassemblées n'ont pas manqué de faire appel à des associations qui militent pour les droits de l'homme.

C'est notamment le cas de la Commission nationale de la sauvegarde de la jeunesse algérienne, qui travaille sous la coupe de la Ligue nationale des droits de l'homme.

Les représentants de cette commission ont expliqué que beaucoup de jeunes travaillent dans la branche de la récupération d'où leur présence sur place. Les mêmes représentants ont

assuré avoir pris note des doléances des récupérateurs. Des conseils leur ont été prodigués afin de bien véhiculer leur message auprès des instances concernées du pays.

Il a, par ailleurs, été expliqué qu'un rapport sera rédigé et diffusé auprès des directions hiérarchiques des droits de l'homme.

Une réunion ad hoc va être organisée dans les prochains jours au niveau du siège de la commission, a-t-on aussi mentionné.

Il est à souligner que la principale revendication des entreprises rassemblées est la libération par l'administrateur judiciaire du lot de produits chimiques en souffrance au niveau du port.

N. M.

BLIDA : ILS VIOLENT UNE ADOLESCENTE APRÈS L'AVOIR SÉQUESTRÉE

Les deux agresseurs sous les verrous

Une adolescente de 17 ans a été enlevée et violée, lundi dernier, par deux individus habitant la commune de Oued-Ei-Alleug, à 10 km au nord de Blida.

La victime, originaire de Médéa, est venue à Oued-Ei-Alleug pour voir des proches dont elle ne connaît pas l'adresse.

Le malheur a voulu que ces derniers ne sont pas venus la récupérer de l'endroit fixé auparavant.

Ayant peur d'autant qu'il commençait à faire nuit, elle s'est mise à pleurer.

Deux jeunes, âgés de 21 et de 26 ans, de passage à bord d'un véhicule, s'arrêtent devant elle et lui sug-

gèrent de l'emmener chez ses parents. Par naïveté, elle monta dans la voiture. Mais au lieu d'être conduite vers sa famille, c'est plutôt vers un verger où elle va subir des atrocités avant d'être sauvagement violée.

Au petit matin, deux individus, qui ont constaté la séquestration de la jeune fille, se sont battus avec les kidnappeurs pour pouvoir la libérer et alerter les éléments de la brigade de la gendarmerie d'Oued-Ei-Alleug qui n'ont pas tardé à arrêter les auteurs.

Présentés hier devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Affroun, les deux mis en cause ont été écroués.

M. B.